Gilles BOURQUE

(1979)

“Petite bourgeoisie envahissante et bourgeoisie ténébreuse”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gilles BOURQUE

"Petite bourgeoisie envahissante et bourgeoisie ténébreuse" Un article publié dans la revue Cahiers du Socialisme, n° 3 Printemps 1979, pp. 120 à 161.

Article reproduit dans le livre de Gilles Bourque et Gilles Dostaler, Socialisme et indépendance, pp. 155 à 184. Montréal : Éditions du Boréal-Express, 1980, 224 pages.

Professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal, Gilles Bourque a été membre du comité de rédaction de "Parti pris" et directeur de la revue "Socialisme québécois". Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont "L'État capitaliste et la question nationale".

Le 11 juillet 2004, M. Gilles Bourque nous a autorisé à diffuser la totalité de ses travaux [livres, articles et chapitres de livres]. Avec toute notre gratitude.

bourque.gilles@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 7 mai 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Table des matières

Introduction

1. Le parti de qui ?
2. Le procès de transformation de la lutte des classes
3. La préhistoire du P.Q.
4. Le Parti de la souveraineté-association
5. Un double procès
 - 5.1 l'État canadien
 - 5.2 Le passage à l'État keynésien
 - 5.3 Une base d'accumulation
6. La bourgeoisie québécoise
7. Formes et contradictions au sein du capital québécois
8. L'alliance péquiste
 - 8.1 Potentialités des alliances
 - 8.2 Les limites de l'alliance
 - 8.3 Les fondements de l'alliance
9. Les quatre pôles de l'horizon péquiste
10. La déviation péquiste
11. Mais en pratique...
12. Mille fois sur le métier...

Gilles BOURQUE

“Petite bourgeoisie envahissante
et bourgeoisie ténébreuse”

Un article publié dans la revue *Cahiers du Socialisme*,
n° 3 Printemps 1979, pp. 120 à 161.

“Petite bourgeoisie envahissante
et bourgeoisie ténébreuse”

par Gilles Bourque

Introduction

Un article publié dans la revue Cahiers du Socialisme, n° 3 Printemps 1979, pp. 120 à 161. [Article reproduit dans le livre de Gilles Bourque et Gilles Dostaler, Socialisme et indépendance, pp. 155 à 184. Montréal: Éditions du Boréal-Express, 1980, 224 pages.]

[Retour à la table des matières](#)

L'accession au gouvernement du Parti Québécois a ranimé les débats sur les rapports liant la structure de classes, les partis politiques et la question nationale. En mettant l'accent sur l'une ou l'autre de ces réalités, de nombreuses contributions récentes cherchent à cerner la complexité des dynamiques sociale et nationale. Les préoccupations sont centrées sur deux réalités particulières : la nature de classe du P.Q. et la permanence de la question nationale québécoise dans son rapport à l'État canadien. Ces deux questions sont au cœur des préoccupations actuelles du mouvement ouvrier, puisqu'elles touchent aussi bien la forme des organisations que l'efficacité du discours nationaliste au sein des masses populaires. Bien qu'il soit impossible de traiter de façon absolument séparée des deux problèmes, j'essaierai,

dans cet article, d'apporter quelques éléments de réflexions concernant l'analyse du Parti Québécois ¹.

1. Le parti de qui ?

[Retour à la table des matières](#)

Dans les deux premiers numéros des Cahiers du Socialisme, Jorge Niosi remet en question la thèse selon laquelle le Parti Québécois serait un "parti bourgeois" ². Il construit sa critique à partir des positions que J'ai avancées dans la revue française *Politique Aujourd'hui* et de celles qui ont été défendues par Pierre Fournier dans un texte publié dans le recueil *La chance au coureur* ³. Après avoir soutenu que la bourgeoisie francophone privée du Québec a des intérêts pancanadiens, il affirme que le Parti Québécois est un parti de la petite-bourgeoisie. Niant de plus le fait que les hauteurs de l'État (hauts fonctionnaires, ministres, directeurs d'entreprises et "d'institutions") et les cadres dirigeants des mouvements coopératifs (Mouvement Desjardins, Coopérative Fédérée, Caisses d'Entraide...) appartiennent à la bourgeoisie, il préfère retenir les premières thèses affirmant le caractère exclusivement petit-bourgeois du P.Q.

Le grand mérite du texte de Niosi est de démontrer que l'on ne peut, en effet, identifier de façon univoque et unilatérale le Parti Québécois à la bourgeoisie (thèse que je n'ai d'ailleurs jamais défendue). Si le slogan "Parti Québécois - parti

¹ Cet article s'inscrit dans le cadre des réflexions du comité de recherche sur la question nationale du Centre de Formation Populaire. Il reprend aussi, sans s'y limiter exclusivement, certaines des thèses d'un essai d'introduction à l'histoire du Québec que j'ai rédigé en collaboration avec Anne Légaré et qui paraîtra au printemps 1979, aux Éditions François Maspéro.

² Jorge Niosi, "La nouvelle bourgeoisie canadienne-française", in *Les Cahiers du Socialisme*, n° 1, 1978 et "Le gouvernement du Parti Québécois, deux ans après", idem, n° 2, 1978.

³ Gilles Bourque, "Le Parti Québécois dans les rapports de classes", in *Politique Aujourd'hui*, nos 7-8, Paris 1978 et Pierre Fournier, "Projet national et affrontement des bourgeoisies québécoise et canadienne", in *La chance au coureur*, Éditions Nouvelle-Optique, 1978. Pierre Fournier a depuis apporté des corrections à ses positions. Voir à ce propos "Les nouveaux paramètres de la bourgeoisie québécoise", in *Le capitalisme au Québec*, Éditions Albert Saint-Martin, Montréal, 1978.

bourgeois" peut faire image, il ne saurait tenir lieu d'analyse d'une réalité sociale beaucoup plus complexe. Identifier unilatéralement le Parti Québécois comme le simple objet d'une bourgeoisie francophone privée est une simplification outrancière. Je ne peux cependant suivre Niosi sur le même terrain quand il déduit de cette constatation le caractère exclusivement petit-bourgeois du Parti Québécois. Au-delà de désaccords théoriques spécifiques sur lesquels je reviendrai plus bas, il me semble de plus en plus urgent de repenser la problématique implicite de la plupart des analyses proposées jusqu'ici.

On risque, en effet, l'enfermement dans le réductionnisme à s'épuiser ainsi dans des démonstrations reliant de façon aussi unilatérale le P.Q. aux intérêts restreints et à court terme d'une seule classe sociale. Un parti politique pose la question du pouvoir au cœur du procès d'ensemble de la lutte des classes. Il vise la maîtrise (au moins relative) d'un procès continu de désorganisation-réorganisation des rapports sociaux. Il ne saurait, par définition, s'affirmer comme l'instrument univoque et unilatéral d'une seule classe ou d'une seule fraction de classe. La lutte des partis, dans les démocraties libérales, n'est pas le résultat d'une série de joutes sportives opposant autant d'équipes qu'il y aurait de classes et de fractions de classe !

D'abord lieu interne d'imposition de l'hégémonie d'une classe (ou d'une fraction) sur d'autres classes (ou fractions), le parti constitue, en deuxième analyse, un appareil permettant l'exercice de pressions maximales sur le processus des rapports sociaux dans le sens des intérêts spécifiques qu'il défend. Il se présente donc comme un des lieux privilégiés d'intériorisation des rapports de forces au sein d'une formation sociale. On ne devrait donc pas confondre le repérage de la fraction ou de la classe hégémonique au sein d'un parti avec l'identification de cette dernière comme la seule force sociale qui constituerait cette formation dans sa spécificité.

Il importe ainsi de placer l'analyse d'un parti politique comme le Parti Québécois dans son rapport à l'ensemble du processus de transformation de la lutte des classes. Comme on le verra, il est alors permis de sortir de certains des cercles vicieux dans lesquels s'enferment les débats actuels au sein desquels chaque sociologue et chaque politicologue finit par relier le P.Q. à une fraction de classe toujours originale.

2.

Le procès de transformation de la lutte des classes

[Retour à la table des matières](#)

De nombreuses contributions actuelles traitent implicitement un parti politique comme une organisation corporative. Un parti n'est pourtant ni une organisation syndicale, ni une organisation patronale et encore moins une corporation professionnelle. Il implique au premier chef le passage de la défense des intérêts corporatifs à la promotion d'un projet spécifique de société. Il doit être posé dans son rapport direct à la question du pouvoir.

Le parti touche à la question de l'espace social dans sa totalité. Il assume non seulement la promotion d'intérêts spécifiques déjà multiples et hétérogènes, mais aussi la reproduction de l'ensemble de la formation sociale. Voilà ouvert le champ de l'hégémonie, de l'alliance et du compromis. Il vise l'imposition des conditions politico-idéologiques les plus favorables à la promotion des intérêts économiques qu'il défend, sans que ces derniers ne soient d'ailleurs nécessairement dominants au sein de la formation sociale. Si le parti n'a pas, par rapport à sa classe hégémonique et même par rapport aux fractions et classes subalternes en son sein, le degré d'autonomie qu'a l'État par rapport à l'ensemble des classes, il n'est pas soumis aussi directement que ne l'est une organisation corporative aux intérêts économiques à court terme de ses membres. On ne peut donc identifier de façon univoque le programme d'un parti (et encore moins les politiques d'un gouvernement) aux seuls intérêts spécifiques de sa classe hégémonique. L'addition sur une courte période de la législation d'un gouvernement peut ainsi servir d'indice des intérêts de classe défendus par un parti au pouvoir. Mais les résultats de la somme n'évaluent pas l'évidence des forces sociales qui le produisent.

À l'inverse, il faut le souligner, le parti n'est pas le seul lieu possible de l'intervention politique d'une classe. Les politologues ont montré depuis longtemps comment une classe, une fraction-de classe, une catégorie ou une couche sociale peuvent se soumettre certaines branches de l'appareil gouvernemental ou encore

certaines appareils idéologiques. Les organisations corporatives elles-mêmes peuvent être utilisées pour intervenir politiquement. Les multiples mémoires des Chambres de Commerce en font foi. Cette remarque n'est pas inutile, car on a souvent tendance à prendre au pied de la lettre certaines prises de position d'organismes corporatifs pour en déduire les rapports entre une classe et un parti. Ainsi pourra-t-on affirmer avoir trouvé la preuve que les hauts cadres du mouvement coopératif ne sont pas péquistes du fait qu'ils ne se déclarent pas ouvertement indépendantistes. Cette sociologie spontanée peut être aussi trompeuse que la simple addition de projets de loi car, encore une fois, elle repose sur un rapport univoque à l'analyse du politique. Il n'est pas impensable, par exemple, que soient faites des déclarations mitigées ou conditionnelles sur la politique d'un parti, alors même que ce dernier défend des intérêts de classe assimilables à l'organisation qui les énonce. Le parti politique étant un lieu interne de rapports de forces, les organisations corporatives ou encore certains appareils ou certaines branches de l'État peuvent constituer des garde-fous pour une classe dans ses rapports avec son propre parti.

Il importe donc, pour conclure, de considérer un parti politique comme l'un des lieux d'intériorisation de la complexité même des rapports de classes. Ainsi s'explique d'ailleurs qu'un parti au pouvoir puisse être identifié à une classe qui n'est pas hégémonique au sein de la formation sociale. L'Union Nationale maîtrisait, par exemple, avant les années 60, le procès régional de transformation de la lutte des classes, au sens où la reproduction du capital monopoliste (et de l'État canadien) passait nécessairement par l'État des notables québécois. Mais cette maîtrise n'assurait certes pas la place dominante ni à la bourgeoisie régionale, ni à la petite-bourgeoisie traditionnelle. Elle leur dégageait cependant, au Québec, le plus d'espace possible dans le procès de reproduction élargie du capitalisme monopoliste et de dissolution des rapports de production pré-capitalistes. Rarement seul dans le parti, jamais seul dans la formation sociale. Voilà pourquoi les multiples indicateurs utilisables dans l'étude d'un parti n'acquièrent leur pertinence qu'à travers l'éclairage de la place d'un parti dans le procès de transformation qu'il cherche à infléchir.

Il s'agit donc de prendre en considération, au premier chef et autrement que dans des formules creuses, de l'historicité constitutive de ce procès. Le parti intervient dans le but d'infléchir un processus dans le sens de transformations spécifiques. Et si ce processus se détermine fondamentalement dans la lutte des classes, il implique une désorganisation-réorganisation de l'ensemble des rapports sociaux. A ce dernier titre, il touche non seulement aux classes elles-mêmes, mais aussi aux catégories et aux couches sociales (bureaucratie, clergé, aristocratie ouvrière...). Tentons de voir si cette problématique ajoute quelque chose aux débats actuels.

J'aborderai d'abord l'histoire de la formation du P.Q. en soulignant les principaux indicateurs qui ont été utilisés pour rendre-compte du caractère de classes des partis (RIN et RN) et du mouvement (MSA) qui sont à l'origine de sa formation.

3.

La préhistoire du P.Q.

[Retour à la table des matières](#)

Le Parti Québécois s'est formé dans un espace régional d'alliance de classes matérialisé dans la spécificité de certains appareils politiques au cours d'un double procès de désorganisation-réorganisation des rapports de classes : 1) le passage québécois au capitalisme monopoliste et à l'État keynésien, 2) la crise économique mondiale. Le mouvement nationaliste se forme et devient revendicateur dans le passage de l'État non-interventionniste à l'État keynésien. Dans un article du *Devoir* ⁴, J'ai récemment essayé de montrer comment le duplessisme, dans et à la suite de la crise des années trente, s'était imposé à la faveur de la constitution d'un bloc social rural. En s'appuyant sur la paysannerie, les notables québécois (bourgeois aux intérêts centrés sur le marché local et petits-bourgeois traditionnels) ont imposé le maintien au Québec d'un État pré-keynésien, alors même que l'État fédéral se transformait en État interventionniste. Les contradictions fédérales-provinciales sous Duplessis renvoyaient donc à la question de l'articulation des modes de production et au rythme différentiel (et inégal) du développement du capitalisme.

L'histoire du Parti Québécois ressemble étrangement, sous certains aspects, à celle de l'Union Nationale. Comme l'ALN avait initié le mouvement qui a conduit à la création de l'UN, le mouvement nationaliste des années soixante s'organise d'abord autour du RIN et du RN, partis identifiables à la petite-bourgeoisie (nouvelle et traditionnelle). Durant les années soixante comme durant les années trente les transformations du tissu social atteignent durement la petite-bourgeoisie. Remise en question aussi bien au niveau de ses intérêts étroitement économiques que dans sa

⁴ Gilles Bourque, "La nouvelle trahison des clercs", in le journal *Le Devoir* des 8 et 9 janvier, pages 5 et 6.

place (à redéfinir) dans la reproduction des rapports sociaux, elle sonne la première la charge.

Pourquoi a-t-on qualifié ces formations de partis petits-bourgeois ? En se fondant principalement sur la conjugaison de deux indices : la place de classe des agents du parti et le discours politique (propagande et programme). Le RIN est ainsi qualifié de petit-bourgeois parce que son personnel politique, identifiable à la nouvelle petite-bourgeoisie, pratique un discours correspondant aux intérêts de cette dernière. Subissant une discrimination nationale dans le secteur privé et appelée à jouer, à partir de l'État keynésien, un rôle nouveau dans la reproduction des rapports sociaux, elle est amenée à redéfinir le nationalisme clérical. De même, le RN est qualifié de petit-bourgeois parce que les éléments qu'il regroupait, identifiables à la petite-bourgeoisie traditionnelle, soutenaient un discours néo-créditiste typique de ces couches sociales en danger de prolétarianisation.

Certaines analyses cherchent aussi à mettre en relation la place des agents, le discours du parti et le sens présumé du procès de transformation des rapports sociaux. On dira, en ce sens, que le parti est petit-bourgeois car l'intervention proposée "détonne" dans le procès : soit par l'élaboration d'un réformisme hybride (les rêves rinistes à la fois étatistes, néo-socialistes et néo-capitalistes) ou inopérant (la machine à piastre créditiste).

Dans l'analyse du RN, du RIN et de l'ALN, l'identification du parti comme parti petit-bourgeois semble aller de soi, puisque tous les indicateurs concordent. Entre l'appartenance de classe de la plupart des militants, le discours et le procès de transformation de la lutte des classes, il existe une concordance presque évidente. La chose n'est pourtant pas toujours aussi simple. Comment, par exemple, compte tenu de notre peu de connaissances sur cette question, caractériser le Bloc Populaire. On sait qu'il est formé de petits-bourgeois (André Laurendeau), mais que quelques bourgeois francophones bien connus (Maxime Raymond) ont été étroitement liés à la formation de ce parti. Le programme du Bloc Populaire présente, quant à lui, certains accents nettement petits-bourgeois. Que dire de plus, en l'absence d'une prospection plus élaborée, sinon que la seule prise en considération des acteurs sociaux et du discours ne peut nous renseigner fondamentalement sur le caractère des intérêts de classe que défend un parti politique. L'exemple du Parti Québécois le démontre de façon encore plus frappante.

Les évidences soulignées plus haut, à propos du RN et du RIN, résultent d'une concordance allant presque de soi entre la place de classes des agents, le discours politique et le sens du procès de transformation des rapports sociaux. Dans l'étude du Parti Québécois cependant, alors même que les deux premiers critères sont largement employés et donnent même lieu à des débats vigoureux (!), le troisième semble avoir

été oublié en chemin. Serait-ce que dans les cas du RN et du RIN l'analyse marchait toute seule, sans que les auteurs ne s'en rendent vraiment compte ?

4. Le Parti de la souveraineté-association

[Retour à la table des matières](#)

Reprenons le fil de l'histoire du mouvement nationaliste des années 60 et 70. Après la formation du MSA et sa fusion avec le RN, on assiste à la création du Parti Québécois auquel adhèrent la plupart des rinistes à la suite de la dissolution de leur parti. En se servant de façon plus ou moins systématique des deux indicateurs dont nous avons parlé plus haut (agents et discours), un très grand nombre d'analyses ont tenté de montrer qu'il y avait bien une différence sociale entre les anciens membres du RIN et du RN et ceux du MSA qui ont hégémonisé le mouvement nationaliste dans le Parti Québécois.

Différentes thèses ont présenté les ex-libéraux du MSA comme les représentants d'une fraction technocratique de la petite-bourgeoisie (issue des hauteurs de l'État et, par extension, du Mouvement Coopératif) ou, plus récemment, comme les défenseurs-promoteurs d'une bourgeoisie d'État. La formation du MSA manifeste, en effet, au moins au niveau des acteurs, l'apparition d'un ensemble d'individus dont l'itinéraire est identifiable à celui de bourgeois de l'État québécois. Leur présence, si voyante dans le parti, pose donc la question des places du capital dans l'État bourgeois. À ce niveau, je demeure en désaccord total avec Jorge Niosi lorsqu'il réduit ces places aux seuls directeurs des Sociétés d'État. Il existe dans l'État, en dehors des individus qui y font carrière et du caractère juridique de la propriété, un ensemble de places dont la caractéristique est de participer à la possession (contrôle) des moyens de production et par extension à l'exploitation de la force de travail et à l'accumulation du capital : direction d'entreprises économiques (société d'État), direction des institutions (hôpitaux), hauteurs de l'État (ministres et hauts fonctionnaires) qui interviennent dans la gestion et la reproduction du capital social. Pour la même raison d'ailleurs les hauts cadres du Mouvement coopératif peuvent être

considérés comme des individus occupant objectivement des places du capital. Si ces individus n'accumulent pas comme des bourgeois privés, la carrière des Grands commis de l'État, fort confortable et le plus souvent en symbiose avec le "capital privé", est tout aussi sinon plus sûre que celle de certains de nos capitalistes locaux de la petite entreprise. Mais, au-delà des histoires de vie, soulignons que nous parlons ici principalement des places du capital et de la reproduction de ces places ("privées" ou publiques) en rapport avec un parti politique.

On constate donc que le P.Q. apporte des éléments sociaux nouveaux au mouvement nationaliste. La seule prise en considération des agents ne peut cependant nous renseigner de façon satisfaisante sur le rapport de ce parti avec l'ensemble de la bourgeoisie. En dehors d'une discussion en partie théorique sur la place de classes des agents du capital dans l'État et dans le Mouvement coopératif, l'analyse risque de tourner court. Après ce procès sommaire, certains se croient autorisés à affirmer de façon péremptoire le caractère petit-bourgeois du Parti Québécois. D'autres, retenant leur jugement, tentent d'aller plus loin en scrutant le discours politique de ces nationalistes de la deuxième heure.

On n'a ici que l'embarras du choix et je n'entends pas répéter l'analyse du programme du Parti et du discours économique des principaux ténors de l'Assemblée nationale. Rappelons seulement que le projet économique péquiste vise le développement du capitalisme québécois par la coordination des interventions et des entreprises d'État, du Mouvement coopératif et des entreprises privées régionales. Comme le souligne René Lévesque : "C'est à nous (les Québécois) de décider si une entreprise sera privée, publique ou mixte. Mais elle devra être québécoise" ⁵.

Le P.Q. serait-il alors un parti petit-bourgeois appelant le développement du capitalisme ou un parti carrément bourgeois? On peut constater, à ce stade de l'analyse, que les affirmations "un parti, une classe" commencent déjà à poser problème. Elles ne permettent pas d'aborder la question des -rapports de forces à l'intérieur même du parti, en dehors de réflexions oiseuses sur la qualité des acteurs en présence. Il existe pourtant un ensemble de glissements discursifs et de pratiques différentielles dont il faut rendre compte.

On peut évoquer, à partir des deux indicateurs que nous avons utilisés jusqu'ici (discours et appartenance de classe des agents.), deux séries d'événements majeurs dans l'histoire du Parti Québécois. D'abord, l'évincement de l'ancien leadership du RIN et du RN (Bourgault, Ferretti, Grégoire). Même si quelques rares individus comme Pierre Renaud maintiennent une certaine influence dans l'arrière scène que constitue maintenant le parti, les premières forces du mouvement nationaliste ont été

⁵ René Lévesque, *La passion du Québec*, Éditions Québec-Amérique, Montréal, 1978, p. 202.

organisationnellement démantelées. En termes de lutte politique, on a donc assisté à un processus d'hégémonisation du mouvement nationaliste au profit des anciens du MSA.

Cette pratique se vérifie au niveau du discours qui rompt avec toutes les velléités socialistes de la propagande riniste, de même qu'avec toutes les parentés créditistes de l'ancien Ralliement National. L'évocation lointaine du socialisme, version riniste, est remplacée par celle, presque aussi lointaine, de la social-démocratie. L'indépendance quant à elle est remplacée par la souveraineté-association. Il y a ici un glissement très net.

Le projet de souveraineté-association constitue un rétrécissement majeur de la thèse indépendantiste. Le champ de l'indépendance est explicitement limité à l'exercice du pouvoir juridique : "Le Québec sera souverain quand son Assemblée nationale sera le seul parlement qui puisse légiférer sur son territoire, et que les Québécois n'aient d'autres taxes à payer que celles qu'ils auront eux-mêmes décidé de s'imposer"⁶. Voilà un indépendantisme fort amaigri. Comme si l'on risquait de s'y tromper malgré tout, on a senti le besoin d'ajouter le mot association : politiquement souverains, mais économiquement associés. Ici les choses se corsent ! Comment, en effet, concilier cette volonté de souveraineté formelle avec celle de l'association économique, puisque cette dernière, à l'heure de l'État keynésien, exige une gestion centralisée de nombreux mécanismes d'intervention dans l'économie ? Sans délégation de pouvoir auprès d'une instance commune aux deux États associés pas d'association, mais avec cette délégation pas de souveraineté, même formelle. Dans son dernier livre, et c'est la solution qui semble devoir être avancée par le P.Q., René Lévesque évoque "une sorte de parlement délégué"⁷. L'honneur souverainiste est sauf. Le formalisme juridique du souverainisme péquiste conduit au renforcement du caractère anti-démocratique de l'État bourgeois !

L'État capitaliste, au stade monopoliste, est caractérisé par le renforcement de l'exécutif aux dépens du législatif. Le projet du P.Q. implique en fait l'accentuation de cette tendance. Dans l'État péquiste, les grandes décisions économiques seraient prises par un corps spécialisé élu au suffrage indirect. Ces super-ministres et ces super-technocrates centralisant forcément l'information, pourraient, est-ce alarmiste de le penser, faire voter à peu près n'importe quoi au commun des députés des États associés.

Le P.Q. semble nous préparer un projet de souveraineté partagée dans une instance associative petitement démocratique. C'est là sacrifier beaucoup au

⁶ Idem, p. 14.

⁷ Idem, p. 151.

formalisme du nationalisme bien pensant. Politiquement souverain (ou autonome), économiquement associé et internationalement assujetti (Norad...), voilà ce qui reste du projet "décolonisateur" des années soixante.

L'entrée du MSA dans le mouvement nationaliste a provoqué des distorsions discursives appuyant un procès d'hégémonisation du parti identifiable à des individus occupant des places du capital dans l'État québécois. Ce premier coup de sonde demeure cependant insuffisant, car il ne pose pas le Parti dans son rapport au procès d'ensemble de la lutte des classes dans ce pays.

5. Un double procès

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons évoqué plus haut la nécessité de tenir compte d'un double processus : 1) celui de la crise économique mondiale et 2) celui du passage à l'État keynésien. Cette crise, comme toutes les autres, implique une désorganisation-réorganisation des rapports de forces entre les classes. Au plan le plus superficiel, on peut le constater dans les mouvements de bourse actuels (de La Baie, au Crédit foncier en passant par Nordair et MacMillan Bloedel). L'analyse de ces jeux boursiers renvoie, bien sûr, à des mouvements beaucoup plus larges liés à la restructuration des rapports de forces à l'échelle mondiale ⁸. Retenons seulement ici que ces luttes se répercutent et se jouent aussi à l'échelle canadienne. Comme l'on ne saurait analyser le régime Duplessis sans la prise en considération de la crise des années trente, on ne saurait négliger la crise actuelle pour traiter du P.Q. Le Parti Québécois s'inscrit et tente de maîtriser (au moins partiellement) un procès de réorganisation des rapports de forces entre les classes dominantes et entre les classes dominantes et les classes dominées. Retenons pour l'instant cette seule affirmation qui touche aux rapports entre la bourgeoisie canadienne et les bourgeoisies régionales au Canada.

⁸ Voir entre autres André Gunder Frank, *Réflexions sur la nouvelle crise économique mondiale*, Maspéro, Paris, 1978 ; et Arghiri Emmanuel, *Le profit et les crises*, François Maspéro, Paris, 1974.

5.1 l'État canadien

[Retour à la table des matières](#)

Le Parti Québécois pose la question du Canada, au moins apparemment. Il ne prend donc ses véritables dimensions qu'en fonction de l'histoire de la formation sociale canadienne.

l'État canadien a dû composer, depuis sa constitution, avec la réalité encombrante des régionalismes et des questions nationales. La structure fédérale-provinciale résulte d'un compromis. Coincée entre l'impérialisme anglais et le formidable développement du capitalisme américain, la bourgeoisie coloniale canadienne, à dominante commerciale et bancaire, est poussée à la création d'un État national. Elle doit se donner un marché national, mesure impliquant non seulement le développement des échanges au sein de l'espace national, mais aussi la domestication et la reproduction sur place d'une force de travail très attirée par les usines américaines. En une vingtaine d'années, l'État canadien est créé à partir des différentes colonies du British North America. Sans vouloir exagérer les disparités, l'unité politique a dû être réalisée à une telle allure que le capitalisme canadien ne put s'appuyer sur des forces centralistes véritablement structurées. Ceci a des conséquences aussi bien économiques que politiques et idéologiques. Sur le plan économique, la bourgeoisie canadienne n'a jamais pu réaliser de façon pleinement satisfaisante l'intégration du capital bancaire et du capital industriel et, à ce titre, elle n'a pu constituer le pôle d'attraction centraliste d'une bourgeoisie véritablement nationale. S'il ne fait aucun doute que de nombreuses tentatives d'intégration ont été réalisées (durant les trente premières années du 20^e siècle, à partir de l'industrie forestière, par exemple), s'il ne fait aucun doute qu'une bourgeoisie industrielle canadienne a réussi à se développer, cette dernière n'a jamais pu résister à la domination impérialiste. Ainsi s'explique en grande partie la spécificité de la structure politique canadienne. Au-delà des longues discussions sur les volontés divergentes des Pères de la Confédération, constatons que cette structure politique a créé et a reproduit une division des appareils politiques favorisant la balkanisation. Sur le plan économique, les États provinciaux purent appuyer les intérêts capitalistes régionaux bien au-delà de ce qui se produit dans la plupart des États capitalistes dominants. Sur le plan politico-idéologique, la structure politique canadienne éparpille le dispositif

hégémonique de légitimation, ce qui freine la production et la diffusion d'une idéologie véritablement nationale "partagée" par l'ensemble des Canadiens.

Le provincialisme politique ne peut donc que renforcer le poids historique des alliances de classes et des mouvements sociaux régionaux. Le régionalisme tient un rôle beaucoup plus important au Canada que dans la plupart des États dominants⁹. Autour des États provinciaux s'articulent des mouvements sociaux réunissant 1) des intérêts bourgeois centrés sur le marché régional et 2) des fractions importantes de la petite-bourgeoisie entretenant des rapports privilégiés avec un État provincial ayant "pleine" juridiction sur l'école, la culture et le bien-être social.

La tendance à la balkanisation-propre à la Confédération canadienne ne se réduit donc pas, à des questions techniques de partage des pouvoirs, mais bien à l'ensemble des conditions historiques favorisant la reproduction de mouvements régionaux et nationaux relativement forts à partir et autour des États provinciaux.

5.2 Le passage à l'État keynésien

[Retour à la table des matières](#)

La crise économique actuelle n'est donc pas, faut-il le souligner, une cause absolue qui viendrait s'imposer de l'extérieur. Elle ne produit ses effets qu'à travers les luttes politiques spécifiques et la tendance balkanisatrice que nous venons d'évoquer. Ainsi, les transformations générées par la crise, qui s'enclencherait selon certains économistes aussi loin qu'en 1965, s'inscrivent dans un procès de transition achevant de dépouiller la société québécoise de ses derniers traits de société marchande (agricole) pré-capitaliste. Cette transition provoquait la désorganisation du bloc social à dominante rurale, caractéristique du duplessisme et de l'État provincial pré-keynésien, en même temps que la réorganisation d'un bloc social à dominante urbaine, poussant à la structuration d'un État québécois de type keynésien (interventionniste).

Ces bouleversements, à l'heure du capitalisme monopoliste, avaient commencé. à provoquer des contradictions importantes. La première touche à la nature de l'État canadien dans son rapport à l'État keynésien. Nous avons vu plus haut que l'existence des États provinciaux permettait de renforcer le capital régional aux dépens de la

⁹ Voir Lisette Jalbert, *Régionalisme et lutte politique*, thèse de doctorat, Université de Paris VIII, juin 1978.

bourgeoisie canadienne. Le propre de l'État interventionniste étant de faire apparaître une multiplicité de places du capital dans l'État, on peut déjà soupçonner les possibilités d'un renforcement de ce capital des régions à partir des États interventionnistes provinciaux. Mais ces remarques doivent s'inscrire dans un cadre plus englobant.

5.3 Une base d'accumulation

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque l'on traite de l'État ou d'un État en particulier on vise, entre autres réalités fondamentales, la constitution d'un lieu ou d'une base d'accumulation spécifique, à travers le procès d'une lutte de classes non moins spécifique. La cité esclavagiste, la seigneurie féodale et l'État national indiquent des espaces d'exploitation permettant l'extorsion (et la potentialité de l'accumulation) des fruits du surtravail. Ces remarques sont fort générales, mais elles sont loin d'être inutiles dans le cas qui nous préoccupe.

On oublie trop facilement, en effet, que l'État canadien est divisé, c'est-à-dire qu'il permet le renforcement d'une multiplicité de bases d'accumulation régionales (les provinces) qui ralentissent l'approfondissement et l'élargissement d'une accumulation capitaliste pancanadienne ¹⁰. Quand, pour ne prendre qu'un seul exemple, l'État de Colombie-Britannique empêche MacMillan Bloedel d'être avalé par le Canadian Pacific, sous prétexte qu'il s'agit d'un capital étranger (tiens tiens), il pose en fait la question de la base d'accumulation. La Colombie Britannique versus le Canada : la lutte a pour enjeu la reproduction d'un capital régional et l'affaiblissement objectif du grand capital canadien. Alors que la bourgeoisie canadienne doit se fusionner encore davantage pour demeurer concurrentielle à l'échelle mondiale, elle est ralentie dans ses mouvements de concentration par l'État keynésien lui-même (pourtant développé en fonction de la nécessité de la monopolisation) à cause de la particularité des structures politiques de ce pays.

l'État québécois reproduit donc une base d'accumulation capitaliste spécifique non négligeable, même si elle demeure marginale. Mais évitons de traiter cette réalité dans une problématique étroitement economiciste. Cette base d'accumulation ne se constitue qu'à travers et dans le processus historique de la lutte et des alliances de

¹⁰ Une base d'accumulation régionale n'implique pas nécessairement l'existence d'un parlement spécifique. Elle n'existe cependant qu'à travers un ensemble d'appareils régionaux permettant de la reproduire : d'une chambre de commerce à une centrale syndicale en passant par une Église...

classes. Elle déborde donc largement les seules réalités étroitement économiques pour englober l'ensemble des rapports sociaux. Elle implique la production, la reproduction et parfois le renforcement d'un ensemble d'appareils (économiques, politiques et idéologiques) permettant la constitution, le maintien et la possibilité de réorganisation de ces alliances et de reproduction de ces luttes.

En ce sens, l'État québécois n'est pas le simple relais fonctionnel de l'État canadien où quelques petits-bourgeois (ou quelques éléments d'une classe dominante aussi évanescence que mal définie) s'occuperaient de résoudre les problèmes régionaux-nationaux de la reproduction du grand tout canadien. Il est le produit historique, en même temps qu'il en permet la reproduction et parfois même l'élargissement, d'un lieu spécifique d'accumulation capitaliste.

Une base d'accumulation constitue un lieu déterminé au sein duquel se crée un capital spécifique à travers le maintien et la reproduction d'un dispositif hégémonique spécialisé (de la Chambre de Commerce à l'État québécois en passant par le Club de Hockey Canadien) ¹¹.

L'espace économique ouvert pas la constitution d'une base d'accumulation n'est évidemment pas étanche. Ainsi l'espace régional québécois et l'espace canadien sont à la fois complémentaires et antagoniques. L'espace régional québécois étant occupé par une bourgeoisie principalement *non* monopoliste et par un capital peu centralisé et concentré, il est régulièrement "traversé" par le capital canadien. Le capital régional voudra souvent jouer sur deux tableaux : en profitant des contrats de l'État québécois tout en acceptant, par exemple, les subventions du fédéral.

Un lieu géographique peut donc contenir et délimiter l'entrechoquement de plusieurs espaces : ainsi les multiples symbioses, interactions et contradictions du capital impérialiste américain, du capital canadien et du capital québécois. La réalité différentielle de ces trois espaces n'est nullement niée si plusieurs capitaux individuels tentent de jouer sur plusieurs tableaux. Soulignons aussi, puisque la méprise est bien ancrée, qu'il n'y a pas adéquation absolue entre ces espaces et le caractère national du capital. Si le capital impérialiste parle surtout américain, il parle aussi quelquefois allemand ; si le capital canadien parle surtout anglais, il parle aussi parfois français ; si le capital québécois parle surtout français, il parle aussi souvent anglais. Il ne faut pas confondre le concept et la réalité de la bourgeoisie régionale québécoise avec celle de la bourgeoisie francophone : il y a des bourgeois francophones canadiens et des bourgeois québécois anglophones !

¹¹ J'emprunte ici l'expression de dispositif hégémonique à Renaud Dulong, *Les régions, l'État et la société locale*, P.U.F., Paris, 1978.

Il ne faut pas non plus confondre l'espace économique ouvert par une base d'accumulation et l'expansion du capital. La notion d'espace employée ici ne renvoie pas à un univers circonscrit. Tout capital tend à conquérir de nouveaux marchés. Le capital non monopoliste québécois est ainsi encouragé par l'État à exporter à la périphérie et à "conquérir" le marché nord-américain. La base d'accumulation crée un espace à développer et à élargir. Elle n'enferme pas le capital en un lieu clos. Si la notion de base d'accumulation vise, par définition, un lieu historique, plus ou moins bien délimité, celle d'espace économique permet de rendre compte de l'extension possible (interne et externe) du capital opérant à partir de cette base.

6.

La bourgeoisie québécoise

[Retour à la table des matières](#)

Une base d'accumulation fonde, bien sûr, l'existence d'une bourgeoisie spécifique, même si elle n'enferme pas cette dernière dans un seul espace économique. Elle implique, comme le souligne Pierre Fournier, l'existence d'un réseau économique plus ou moins bien structuré ¹². J'essaierai de caractériser sommairement la bourgeoisie dont on parle.

J'ai qualifié ailleurs cette bourgeoisie de timorée et d'éclatée ¹³. Je voulais indiquer par là que cette bourgeoisie ne présente pas le degré de cohérence économique caractéristique d'une véritable bourgeoisie nationale capable de soutenir une politique autonome se démarquant au moins minimalement de l'impérialisme. À dominante non monopoliste, divisé entre le secteur public, le secteur coopératif et le secteur privé, le capital régional québécois occupe les interstices du grand capital, quand il ne s'intègre pas purement et simplement à son développement. Entre l'Hydro-Québec, les Caisses d'Entraide économique et l'entreprise du domaine de la construction, le capital québécois s'installe le plus souvent "en amont ou en aval" du grand capital monopoliste canadien et américain. Cette situation rend difficile l'établissement et l'affirmation d'une politique économique autocentrée permettant sa transformation en bourgeoisie nationale pleinement articulée.

¹² Pierre Fournier, "Les nouveaux paramètres de la bourgeoisie québécoise", op. cit.

¹³ Gilles Bourque, "Le Parti Québécois dans les rapports de classes", op. cit.

Les bourgeoisies régionales canadiennes constituent une réalité originale dans les États capitalistes dominants. Grâce aux États provinciaux, beaucoup plus fortes que le capital régional dans la plupart de ces derniers pays, elles n'en demeurent pas moins très vulnérables devant les forces de l'impérialisme et de la bourgeoisie canadienne et ne se permettent le plus souvent que de jouer l'un contre l'autre. Le cas québécois demeure cependant une exception dans l'exception. Le paradoxe à expliquer me semble être celui-ci : comment une bourgeoisie aussi faible peut-elle soutenir un projet de réforme constitutionnelle aussi radical ? L'historiographie et la sociographie butent sur ce paradoxe et résolvent le plus souvent la difficulté en niant l'existence d'une bourgeoisie régionale québécoise aux intérêts relativement spécifiques.

On a beaucoup parlé du développement au Québec d'une bourgeoisie d'État, le P.Q. étant représenté comme le support politique de la constitution d'un capitalisme étatique à vocation hégémonique. Cette thèse s'appuie sur une vision unilatérale de l'histoire récente. Mais elle n'en indique pas moins le lieu d'un problème qui touche aux effets du développement de l'État keynésien dans le processus de la lutte des classes au Québec. Le passage de l'État des notables à celui des technocrates a, en effet, provoqué 1) la multiplication d'un ensemble d'agents du capital dans l'État (les nombreuses sociétés d'État) et 2) l'étatisation de certaines places objectives du capital exercées auparavant dans le secteur privé (direction des hôpitaux, par exemple). Ce dernier point a une importance capitale, même s'il est le plus souvent sous-estimé ¹⁴, L'étatisation de l'éducation et du bien-être social a chapeauté sous l'État québécois un ensemble de places auparavant divisées entre le privé (clergé) et le public.

Cette opération a pour effet de renforcer la bourgeoisie dans l'État québécois en élargissant sa base et en lui assurant une cohésion plus forte que jamais auparavant dans l'histoire du Québec, le clergé ayant été mis au pas (relativement, bien sûr). Dans un même processus, on assiste donc au développement de la bourgeoisie dans l'État québécois et à l'affirmation de la catégorie sociale que constitue la bureaucratie régionale québécoise, aux dépens de celle que constitue le clergé.

Cette dernière remarque a une importance capitale, car elle explique en partie la radicalisation de l'idéologie autonomiste qu'avaient soutenue le clergé et la bourgeoisie régionale avant 1960. Cette question réfère en fait à celles des alliances de classes et des forces sociales qui peuvent être développées à partir de ces alliances. Retenons d'abord ici que cette étatisation de certaines places objectives du capital et

¹⁴ Ces places s'ajoutent à celles qui existent déjà dans les sommets de l'État (Ministres, sous-ministres et haute direction des différentes branches de l'appareil d'État) et comme ces dernières, elles déterminent l'appartenance de classe des agents non seulement dans le procès d'accumulation, mais aussi dans la division sociale (capitaliste) du travail que l'État reproduit en son sein même.

cette bureaucratisation de l'État québécois ne peuvent que provoquer l'aggravation des luttes constitutionnelles, ce capital et cette bureaucratie tendant à promouvoir l'État du Québec aux dépens de l'État fédéral.

Peut-on pour autant parler d'une bourgeoisie d'État ou même d'une fraction *bourgeoise d'État* au sein de la *bourgeoisie québécoise*. C'est, il me semble, surestimer la cohérence de la pratique de ces agents et lui attribuer un rôle initiateur qu'elle n'a jamais tenu. La bourgeoisie de l'État québécois est traversée par les contradictions entre les différentes fractions de la bourgeoisie ¹⁵. Les places du capital dans l'État québécois sont soumises à l'ensemble des contradictions du triple *espace dont* nous avons parlé plus haut. Aussi, de même que tous les agents de ce capital ne sont pas par définition péquistes, même les appareils économiques qui favorisent le plus la bourgeoisie québécoise (de la Caisse de dépôt à la SGF) ne sont pas des barricades étanches échappant à l'intériorisation des contradictions entre les différentes fractions de la bourgeoisie.

Il faut cependant expliquer pourquoi les agents du capital dans l'État québécois sont amenés à exercer un leadership réel dans la promotion des intérêts de la bourgeoisie régionale. J'ai indiqué ailleurs ¹⁶ qu'il fallait en chercher l'explication du côté de la question nationale, de la spécificité de l'État keynésien dans la division politique canadienne, ainsi que dans la particularité non monopoliste du capital régional. Le rôle habituel que jouent les agents du capital dans l'État keynésien à titre d'initiateurs de la mise en rapport des capitaux bancaires et industriels non monopolistes se transforment, dans un Canada politiquement divisé et dans une région marquée par la permanence des contradictions nationales, en un véritable leadership politique d'un ensemble d'agents placés au point nodal, l'État provincial, de la réorganisation du capital régional non monopoliste (et de la transformation potentielle ou souhaitée d'une partie de ce dernier en capital monopoliste). Si, conjoncturellement, les bourgeois de l'État exercent un certain leadership économico-politique au sein de la bourgeoisie québécoise, puisque le renforcement de cette dernière passe par l'intensification au moins provisoire de l'intervention de l'État, je ne vois pas où se profilerait une bourgeoisie d'État à vocation exclusiviste. Il ne faut pas confondre le moment d'un processus avec ses déterminations fondamentales.

La bourgeoisie de l'État est, en effet, loin d'être seule dans la bourgeoisie régionale québécoise. Les hauteurs du Mouvement coopératif, de la Coop. Fédérée à

¹⁵ Voir à ce propos un texte de Yves Bélanger, "Sociétés d'État, bourgeoisie et projet économique du P.Q.", à paraître dans le prochain numéro de la revue. Bélanger y défend des thèses qui se rapprochent de celles qui sont soutenues dans le présent article.

¹⁶ Voir à ce propos Gilles Bourque, "Question nationale et réforme constitutionnelle" in *La chance au coureur*, op. cit., Le Parti Québécois dans les rapports de classes", op. cit., ainsi que Bourque-Légaré, op. cit.

la Caisse d'entraide économique en passant par le Mouvement Desjardins, délimitent aussi un ensemble de places du capital contribuant à l'élargissement de la base d'accumulation québécoise. Personne ne nie d'ailleurs l'importance économique du mouvement coopératif. Seule une problématique différente pousse beaucoup d'auteurs à considérer ses cadres dirigeants comme des petits-bourgeois. Soulignons seulement ici qu'idéologiquement, la bourgeoisie du mouvement coopératif paraît la mieux préparée à collaborer avec le capital d'État étant donné l'illusion collectiviste que véhiculent ces deux formes d'accumulation.

Et le capital privé québécois : celui, majoritairement francophone et principalement non monopoliste qui est centré sur le milieu régional ; celui qui a de plus en plus besoin de l'État pour résister à l'assaut monopoliste quant à son financement, à ses débouchés et à son accès à l'innovation technologique ; le capital régional privé donc, forcé de se recycler pour tenir sa place sous le capital monopoliste. Il existe ! Même s'il n'est pas toujours coté en bourse. On sait depuis la publication du livre de Dorval Brunelle, *La désillusion tranquille*¹⁷ que cette bourgeoisie régionale est capable de soutenir une politique économique spécifique. Brunelle a précisément montré que ce capital a appelé lui-même, durant les années cinquante, l'intervention de l'État et la création du COEQ. La création des Sociétés d'État vouées au renforcement du capital québécois originant de ce même organisme, on peut constater que la défense de la spécificité du capital régional québécois n'est pas une invention de technocrates. Oui le capital régional québécois privé existe et il le sait ! Il cherche même à défendre sa marge de manœuvre. S'il demeure timide, étant donné sa faiblesse due à son caractère non-monopoliste, il a démontré qu'il peut soutenir un projet politique "modéré" lui permettant de développer sa base d'accumulation tout en ne se fermant pas totalement l'espace canadien.

On ne doit cependant pas s'attendre à ce que nos capitalistes locaux fassent des déclarations explosives : leur faiblesse relative les en empêche. Mais, pour ne prendre qu'un seul exemple, quand Pierre Péladeau fait nommer Jacques Gagnon de la Caisse d'Entraide économique à son conseil d'administration et que Jean-Guy Cardinal assiste aux séances de ce conseil, on ne peut dire qu'il néglige son espace québécois¹⁸. Si le capital privé régional, surtout divisé entre l'appui à l'UN et au P.Q., ne se fera pas ouvertement le champion de l'indépendance totale, il n'est certainement ni opposé, ni absolument étranger au projet d'élargissement de l'espace économique québécois. Si la plus petite entreprise localiste est restée attachée à l'Union Nationale, le capital d'envergure moyenne, celui précisément qui est le plus soumis aux transformations générées par un capital monopoliste tendant à l'avaler à mesure qu'il

¹⁷ Dorval Brunelle, *La désillusion tranquille*, HMH, Montréal, 1978.

¹⁸ Michel Nadeau, "Québecor songe à d'autres acquisitions" in *Le Devoir*, 12 janvier 1979, p. 17.

croît, celui-là paraît plus ouvert à l'intervention de l'État et à l'élargissement des pouvoirs de la province. Mais quelle est donc la thèse du Parti Québécois ? À suivre...

7.

Formes et contradictions au sein du capital québécois

[Retour à la table des matières](#)

Le capital québécois s'accumule donc sous trois formes différentes : étatique, coopérative et privée. Il se représente sous trois idéologies correspondantes : technocratique, collectiviste (ou populiste) et libérale.

Aux contradictions spécifiques générées par ces formes différentes d'accumulation s'ajoutent celles typiques du capital non monopoliste, existant entre le capital bancaire et le capital industriel. Le capital québécois n'est pas encore traversé par une division dominante entre le capital monopoliste et non monopoliste. Si le projet péquiste profile l'enclenchement éventuel d'un processus d'affirmation d'un capital monopoliste québécois à partir de quelques entreprises en voie de monopolisation ou déjà monopolistes (Hydro-Sidbec-Provigo...), les contradictions entre le capital monopoliste et non monopoliste opposent encore principalement le capital canadien au capital québécois. Il faut plutôt chercher les contradictions au sein de ce dernier, quant à l'envergure de l'accumulation, entre le petit capital local et familialiste et l'entreprise de moyenne importance en train de se recycler à l'aide de l'intervention de l'État.

Le P.Q. n'est donc pas le véhicule univoque d'une bourgeoisie d'État en voie de constitution. On l'a souligné plus haut, à la suite de Dorval Brunelle, la bourgeoisie régionale privée québécoise a elle-même fait appel à l'État. Dans le processus de la réorganisation du capital non-monopoliste, la bourgeoisie de l'État québécois a exercé un leadership politique évident. Ayant une base économique relativement plus sûre que le petit et le moyen capital privé, idéologiquement mieux placés pour faire appel à la nation, les éléments étatiques de la bourgeoisie régionale ont eu dès le milieu des années soixante une véritable vocation au leadership. Mais, ni le procès d'ensemble

du développement du capitalisme, ni même la pratique gouvernementale péquiste n'indique une tendance à l'écrasement du capital régional privé. Comme partout ailleurs, la bourgeoisie de l'État s'est renforcée dans le développement du keynésisme ; comme partout ailleurs, il s'est développé des contradictions entre les formes d'accumulation privée et étatique ; comme dans les autres régions du Canada, les bourgeois de l'État provincial keynésien ont tenu une place importante dans la promotion du capital régional. Dans la phase actuelle de la lutte des classes, malgré la double réalité de la crise et de l'interventionnisme d'État, rien n'indique que le capital d'État tende à avaler ou même à dominer le capital québécois. René Lévesque déclare, par exemple : "nous tenons à ce que notre principale entreprise sidérurgique demeure propriété québécoise collective, jusqu'au jour où nous pourrions peut-être la rendre mixte, quand elle aura les reins suffisamment solides" ¹⁹. L'État libéral subventionne directement le capital privé ("l'aventure" des chemins de fer canadiens) ; l'État keynésien achète, consolide, puis "fusionne" avec le capital privé ...

La réorganisation et la reproduction élargie du capital régional passent par le renforcement (au moins provisoire) des places du capital dans l'État. Ce dernier phénomène n'indique pas le développement d'une bourgeoisie d'État, mais bien l'élargissement de la base d'accumulation québécoise au profit d'un capital demeurant largement en dehors des appareils économiques de l'État québécois.

8.

L'alliance péquiste

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons jusqu'ici touché aux forces à l'intérieur du P.Q. comme à des réalités plus ou moins figées. Il nous faut maintenant entrer plus résolument dans les alliances et les appuis qui rendent possible une tentative objective de maîtrise (relative) du procès de transformation de la lutte des classes.

¹⁹ René Lévesque, op. cit., p. 80.

8.1 Potentialités des alliances

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons jusqu'ici lié le P.Q. à la bourgeoisie régionale, à la nouvelle petite-bourgeoisie ainsi qu'à certaines franges de la petite-bourgeoisie traditionnelle. Nous avons aussi fait allusion à la catégorie sociale que constitue la bureaucratie québécoise. Le processus de développement du capital monopoliste et de l'État keynésien poussent ces éléments à se conjuguer pour approfondir la base d'accumulation québécoise, c'est-à-dire pour élargir les places du capital et des fonctions directement ou indirectement déléguées du capital, dans les domaines public, para-public, coopératif et privé québécois.

L'État provincial keynésien et sa bureaucratie seront pour la nouvelle petite-bourgeoisie ce que le clergé a été pour la petite-bourgeoisie traditionnelle au Québec : un lieu privilégié de reproduction, de promotion et d'idéologisation. Dans le passage de l'État des notables à l'État interventionniste la plus grande part de l'exercice des places de la nouvelle petite-bourgeoisie est liée au renforcement de l'État québécois et de la spécificité de son caractère national. Accès aux postes, défense de la langue et extension des pouvoirs de l'État québécois sont ici trois éléments intimement liés.

8.2 Les limites de l'alliance

[Retour à la table des matières](#)

La nature même de l'alliance inscrit cette dernière dans des limites bien circonscrites. Ce qui est représenté dans le discours officiel comme un simple réalisme ou encore, dans le discours indépendantiste radical, comme de la simple tactique, touche en fait là la nature même de l'alliance de classes ayant produit le Parti Québécois. Ici les agents, le discours et le processus d'ensemble de la lutte des classes se conjuguent pour inscrire le projet péquiste dans les limites maximales de la souveraineté-association.

Le projet souverainiste touche en fait, en voulant s'y inscrire, à l'ensemble des rapports de forces à l'échelle nord-américaine et ultimement à la géo-politique mondiale dominée par l'impérialisme américain. Le projet péquiste vise objectivement la reproduction de l'ensemble du complexe des rapports des forces

capitalistes au Québec. Il implique la maîtrise (relative) d'un procès de reproduction du capital américain et du capital canadien au sein duquel le capital québécois aurait le plus d'espace possible. Approfondir la base d'accumulation québécoise sans remettre en question l'impérialisme et sans déstructurer l'espace canadien. La question nationale sert ici la reproduction de l'État canadien.

8.3 Les fondements de l'alliance

[Retour à la table des matières](#)

Ce n'est pourtant qu'à travers le rapport des classes dominantes aux classes populaires qu'il est possible de rendre compte de façon pleinement satisfaisante de la particularité de la lutte des classes au Québec. Ici convergent la division constitutionnelle canadienne, la question nationale et la question des alliances de classes.

Les luttes duplessistes ont été menées sur la base d'une alliance avec la paysannerie à travers la constitution d'un bloc social rural. Alors même que l'État interventionniste commençait à s'organiser à l'échelle fédérale, la particularité de la composition sociale du Québec (explicable en partie par l'inégalité du développement) : 1) empêchait les forces fédéralistes de trouver les alliés nécessaires à l'établissement des politiques keynésiennes au niveau québécois et 2) favorisait (sans la prédéterminer absolument) la constitution d'un bloc rural de type duplessiste. Ceci veut dire, en d'autres termes, que l'État duplessiste des notables (bourgeois locaux et régionaux - petite-bourgeoisie traditionnelle) ne se constitue que sur la base d'une paysannerie encore politiquement significative²⁰. Double contradiction par laquelle l'État capitaliste canadien est freiné dans ses réformes par des résistances qui sont-en partie l'effet du développement inégal qu'il a lui-même reproduit, ainsi que par la division politique des masses populaires qu'il a lui-même approfondie à travers le maintien de onze États séparés.

Ceci ne veut pas dire que le développement d'une base ouvrière large et organisée allait résoudre tous les problèmes. L'importation du réformisme keynésien dans l'État québécois posa au contraire sous une nouvelle forme, encore plus explosive, la

²⁰ Voir à ce propos Louis Quéré, *Jeux interdits à la frontière*, Anthropos, Paris, 1978. Quéré y analyse les "protestations nationalitaires" en France comme des phénomènes de transition de sociétés marchandes encadrées par des Notables à des sociétés capitalistes dominées par les monopoles et les technocrates.

question du rapport aux masses populaires. Des travaux récents²¹ ont montré que l'État keynésien se caractérise par une tentative d'intégration politico-idéologique de la classe ouvrière. Des analyses-québécoises ont insisté sur le fait que certaines réformes de la Révolution Tranquille furent réalisées grâce à l'appui de la classe ouvrière (éducation, santé, bien-être social, travail-)²². Cet appui a permis de déloger les anciens clercs et plus généralement de déstructurer les appareils de l'État des notables. Mais, on a presque oublié d'élargir la perspective en plaçant cette réalité dans les contradictions de l'État canadien.

Le keynésisme a pourtant renforcé la nationalisation (ou la contre-nationalisation) des masses populaires québécoises. En posant la question de l'intégration de la classe ouvrière, le développement, au Canada, de l'interventionnisme propre à l'État monopoliste a posé de façon aiguë le problème de la division politique. L'application des réformes keynésiennes se réalisant sur la base d'un appui de la classe ouvrière (au moins de ses couches les plus "favorisées"), le provincialisme politique canadien ne pouvait que provoquer une tendance à l'affirmation d'alliances de classes soutenant des mouvements sociaux régionaux relativement forts.

Ceci nécessiterait des développements beaucoup plus élaborés touchant aux rapports entre la question nationale, les alliances de classes et les formes de l'État capitaliste. Ne retenons, pour les fins de l'analyse, que la profondeur potentielle des alliances de classes au Québec dans leurs relations à la question de la base d'accumulation régionale. -Nous avons souligné plus haut que la notion de base d'accumulation ne renvoie pas à la réalité unilatérale d'un espace étroitement économique, mais bien à celle beaucoup plus large de l'ensemble des rapports sociaux. La constitution d'une base d'accumulation spécifique, quelle que soit son importance ; repose en fait sur les potentialités des alliances de classes.

Les luttes entre la bourgeoisie canadienne et la bourgeoisie régionale québécoise s'éclairent mieux dans ce contexte. À l'heure de l'État keynésien et à cause de la question nationale, la capacité de la bourgeoisie régionale québécoise de se constituer un champ d'alliances et d'appuis se multiplie. C'est même à travers la profondeur potentielle de ces alliances et de ces appuis que la bourgeoisie régionale québécoise peut élargir de façon sensible sa base d'accumulation aux dépens de la bourgeoisie canadienne. Après l'unanimité et la convivialité de la Révolution Tranquille qui a objectivement accentué la québécorisation du mouvement ouvrier (développement de la

²¹ Voir entre autres A. Negri, *La classe ouvrière contre l'État*, Galilée, Paris, 1978 et M. Tronti, *Ouvriers et Capital*, Bourgeois, Paris, 1977. Voir aussi Pierre Desbiens, "Perspective sur l'État québécois", in *Le capitalisme au Québec*, op. cit.

²² M. Pelletier, Y. Vaillancourt, *Les politiques sociales et les travailleurs*. Cahier IV, les années 60, Voir aussi Michel Van Schendel, "Impérialisme et classe ouvrière au Québec" in *Socialisme québécois*, nos. 21-22 et l'article de Jean-Marc Potté dans le présent numéro.

CSN et de la CEQ, autonomisation de la FTQ face au CTC) le Parti libéral, placé sous l'hégémonie de la bourgeoisie canadienne, a cessé son flirt avec la classe ouvrière en mettant l'accent sur l'autoritarisme de l'État. Au contraire, c'est à travers son préjugé favorable envers la classe ouvrière que le Parti Québécois a voulu continuer la Révolution Tranquille en tentant d'annexer les bénéfices de l'intégration de la classe ouvrière, au profit de l'élargissement de la base d'accumulation québécoise. Entre les lois ouvrières de la Révolution Tranquille (droit de grève dans le secteur public, par exemple) la pratique des sommets économiques et le projet de souveraineté, il n'y a qu'un pas : celui du développement des contradictions propres à l'État canadien à l'heure keynésienne, aux coordonnées principales des luttes entre les bourgeoisies canadiennes et québécoises et de l'intégration de la classe ouvrière.

9.

Les quatre pôles de l'horizon péquiste

[Retour à la table des matières](#)

Notre démarche nous a donc conduits des agents et du discours du Parti Québécois au procès de transformation de la lutte des classes. On peut caractériser le Parti Québécois comme la formation politique ayant permis l'hégémonisation du mouvement nationaliste initié principalement par la nouvelle petite-bourgeoisie (et secondairement par la petite-bourgeoisie traditionnelle) au profit de la bourgeoisie régionale québécoise. C'est donc au sens fort qu'il faut considérer le Parti Québécois comme un parti polyclassiste puisqu'il résulte d'une alliance entre des partis et un mouvement identifiable socialement (RIN-RN-MSA), dans le cadre d'un mouvement national(iste).

Cette problématique permet d'entrevoir la possibilité d'une lecture dégagée des pièges étagés que l'objet d'analyse pose lui-même. La plupart des discussions autour du projet péquiste portent, en effet, sur les potentialités de réalisation d'un objectif (l'indépendance) qu'il ne pose pourtant pas lui-même, se contentant de l'évoquer. Il s'agit, à proprement parler, d'une lecture indépendantiste-riniste qui s'inscrit à l'un des points de la quadrature péquiste. Mais comment ce discours s'organise-t-il ?

Au centre, la souveraineté : projet mouvant s'il en est un qui ne prendra son envol que dans son rapport tout aussi mouvant à quatre coordonnées identifiables socialement. Premier point de convergence : l'indépendance qui pose la souveraineté comme une étape vers l'indépendance du possible ; le couple souveraineté-indépendance parle principalement au radicalisme petit-bourgeois. Deuxième point : l'association qui cherche à rassurer la bourgeoisie canadienne et sans doute aussi la bourgeoisie régionale *elle-même contre les* risques d'un débordement "gauchiste" de son aventure constitutionnelle et qui veut aussi garantir l'accès à un marché raisonnablement étendu ; le couple souveraineté-association s'adresse aux différentes fractions de la bourgeoisie. Troisième point : le préjugé favorable envers la classe ouvrière qui cherche à relier le projet péquiste à une base populaire. Quatrième point : les amitiés américaines péquistes qui, à travers les proclamations sanctifiantes sur la qualité du gouvernement du P.Q., visent les forces impérialistes : la souveraineté dans l'ordre capitaliste normal, quoi de plus rassurant...

Placé au centre de ces discours spécialisés, le projet souverainiste ne peut être que flou et indéfini. Le péquisme fonctionne à l'indétermination, il s'appuie sur un étapisme permanent.

10.

La déviation péquiste

[Retour à la table des matières](#)

La thématique étapiste dépasse largement le seul univers de la tactique électoraliste. Elle habite la totalité de la pratique discursive du souverainisme. Elle touche non seulement la question de la souveraineté-association, mais aussi celle de la social-démocratie. Dans son dernier ouvrage, René Lévesque définit ainsi une social-démocratie aussi maigre que l'indépendantisme péquiste. Elle se réduirait à la réalisation de l'égalité des chances, à la réduction des écarts de revenus, ainsi qu'à la participation à la vie politique et à l'entreprise. Mais ces objectifs paraissent tellement révolutionnaires qu'ils ne peuvent être réalisés que par étape et, comme le dit le premier ministre lui-même, "c'est là que le gradualisme entre en ligne de compte" ²³.

²³ René Lévesque, op. cit., p. 187.

Est-il besoin de s'alourdir sur l'étroit parallèle existant entre ce gradualisme dans la réalisation d'une bien pauvre social-démocratie et l'étapisme acharné dans la négociation de la souveraineté dans l'association ? Il importe surtout de comprendre ici la nécessité même de cet etapisme dans l'ensemble du projet politique du Parti Québécois.

On l'a assez dit, le P.Q. cherche à réaliser le maximum d'autonomie possible dans le cadre des rapports de production capitaliste. Il cherche donc à opérer une déviation de ce procès en élargissant le plus possible l'espace du capital québécois. Une base toujours plus large d'accumulation donc, mais dans l'ordre, sans perturber fondamentalement les rapports de forces : imposer l'association canadienne en s'intégrant à titre de subalterne dans la chaîne impérialiste. Le P.Q. propose donc la reproduction de l'ensemble des fractions du capital. Il cherche à dévier le procès de transformation des rapports sociaux dans la perspective centrale d'un renforcement du capital québécois. Aussi le projet péquiste implique-t-il l'intériorisation des intérêts du capital canadien au sein même de l'État souverainiste, à supposer même qu'il le soit absolument.

Il faut l'écrire en clair, la thèse de la souveraineté-association implique la reproduction sur une nouvelle base de l'État canadien lui-même. L'association et le parlement délégué ne sont pas des concessions au "réalisme" politique. Ils visent à ouvrir un marché aux intérêts capitalistes québécois. On comprend dès lors mieux la vocation à l'étapisme permanent d'un tel discours. Il s'agit essentiellement de se gagner le plus d'espace possible sans déborder sur l'autre versant de la montagne (celui de la classe ouvrière et des masses populaires). Se gagner l'appui des masses populaires sans concession importante ; se gagner la petite-bourgeoisie en rendant son projet indépendantiste moins dangereux pour l'ordre social capitaliste ; grignoter le plus d'espace économique possible aux dépens du capital canadien tout en cherchant à demeurer-devenir partenaire avec lui ; convaincre les forces impérialistes qu'on est, en dernière analyse, la seule alternative possible au problème canadien. Voilà le programme.

Dans sa célèbre déclaration du 10 octobre, à l'Assemblée nationale, le premier ministre déclara : 'Nous ne voulons pas briser, mais bien transformer radicalement notre union avec le reste du Canada, afin que, dorénavant, nos relations se poursuivent sur la base d'une égalité pleine et entière' ²⁴. Le Québec ne chercherait qu'à étendre une souveraineté déjà en partie acquise : "Ayant acquis, au siècle dernier, la souveraineté partielle d'une province, nous en avons sans cesse réclamé l'élargissement" ²⁵. La radicalité de la transformation dont nous parle ici Lévesque

²⁴ Idem, p. 13.

²⁵ Idem, p. 13.

consiste donc en une réforme de l'État canadien dans le sens de l'élargissement de la souveraineté-autonomie du Québec.

Si la réalité de l'oppression nationale permet à la bourgeoisie régionale de mettre l'État canadien en crise en s'appuyant sur la petite-bourgeoisie (et, de plus loin, sur les masses populaires) ; si la division politique canadienne lui permet à l'époque de l'État keynésien d'intégrer partiellement la classe ouvrière aux dépens de la bourgeoisie monopoliste pancanadienne, elle est amenée, à cause de sa faiblesse relative et de ses intérêts économiques (intégration au capital monopoliste et accès au marché canadien) à promouvoir un projet ambigu qui ne saurait conduire qu'à la reproduction de l'État canadien.

Ainsi, le projet péquiste est-il inscrit sous le signe du grignotage et de la conjoncture la plus étroite. La temporalité péquiste s'inscrit dans un curieux paradoxe. Il faut gagner du temps dans la réalisation d'un projet sans cesse reporté. Toujours vers l'indépendance, toujours vers la social-démocratie! D'étape en étape jusqu'au non-lieu final ! Mais, si l'indépendance et la social-démocratie sont profilées pour ne jamais être réalisées, l'État péquiste, lui, se construit. Et c'est en cette fonction que le temps est véritablement gagné. Le préjugé favorable envers la classe ouvrière pour lui faire accepter les mêmes politiques économiques qu'ailleurs au Canada et dans la plupart des États capitalistes ; l'indépendance nationale à réaliser pendant que l'on prépare le projet initial du MSA de création d'États plus ou moins associés ou d'une souveraineté plus ou moins confédéralisante.

Comme le duplessisme a réalisé le maximum d'autonomie possible à partir de l'État prékeynésien des notables, le péquisme poussera à ses limites les potentialités autonomistes de l'État keynésien québécois au sein de l'État canadien. De victoire en victoire jusqu'à la surprise finale !

11.

Mais en pratique...

[Retour à la table des matières](#)

Dans son dernier article de la revue ²⁶, Jorge Niosi soutient que les pratiques du Parti Québécois durant les deux premières années de son mandat invalident la thèse selon laquelle le P.Q. représenterait les intérêts de la bourgeoisie québécoise. Sa démonstration ne convainc pas complètement. Niosi sous-estime le fait que la première année du mandat du P.Q. n'a consisté qu'à bien gérer l'héritage du précédent gouvernement. Il néglige une tendance évidente au renforcement des Sociétés d'État. On assiste, en effet, à une volonté de rationalisation et de contrôle gouvernemental nettement plus serrée que sous les précédents gouvernements. Niosi n'insiste pas assez sur la politique de création ou de développement d'entreprises "leaders" entraînant dans son sillon la promotion d'un capital autochtone. Ainsi, l'achat d'Asbestos Corporation qui prépare la création d'un secteur de transformations de l'amiante au Québec ; ainsi le soutien à l'internationalisation des sociétés d'engineering québécoises exerçant dans le giron de l'Hydro-Québec ; ainsi le renforcement de Sidbec-Dosco par suite de la faillite de Questeel (favorisée par le refus de soutien de l'État du Québec). Niosi ne pouvait tenir compte, au moment où il a écrit son texte, des tendances de plus en plus claires à favoriser principalement le capital québécois à partir des Sociétés d'État. Le projet du ministre Tremblay visant la création de deux nouvelles sociétés, Investissement-Québec et Exportation-Québec, en est une illustration convaincante ²⁷. On veut créer une banque d'affaires favorisant la concentration du capital non monopoliste trop dispersé et ayant difficilement accès à des sources de financement privées ; on cherche à promouvoir l'entreprise québécoise dynamique en lui ouvrant des marchés d'exportation (notamment "dans les pays en voie de développement"). Si le projet spécifique de création de deux nouvelles sociétés ne semble pas faire l'unanimité du conseil des ministres, les objectifs visés sont au contraire approuvés de tous.

²⁶ Jorge Niosi, "Le gouvernement du Parti Québécois, deux ans après", op. cit.

²⁷ Voir Marie Agnès Thellier, "Investissement-Québec, Exportation-Québec", in *Le Devoir*, 9 janvier 1979, p. 9.

Pour illustrer l'étroit rapport existant entre les bourgeois québécois de l'État provincial et ceux du Mouvement coopératif, on pourrait indiquer la récente nomination d'Alfred Rouleau, président des Caisses populaires Desjardins au poste de président de l'Institut national de la productivité ²⁸.

Le soutien du Parti Québécois au capital régional ne fait pas de doute. Bien sûr, sa politique doit intérioriser les intérêts monopolistes américains et dans une certaine mesure canadiens, Ni la politique générale qu'il défend, ni la pratique des Sociétés d'État ne sont donc vouées au soutien unilatéral du capital québécois. On peut cependant noter, à travers les multiples contradictions que l'on constate quotidiennement, une double tendance au renforcement du capital québécois : 1) la réorganisation dans le sens de la concentration et de l'innovation technologique du capital non monopoliste québécois en fonction de son insertion dans les rapports monopolistes (principalement américains), 2) le développement d'un capital d'envergure moyenne (et, en partie, potentiellement monopoliste). Le développement de ce dernier se réalise : 1) à partir d'entreprises ou de secteurs "rejetés" vers l'État par le grand capital (Hydro-Québec), ou à tout le moins devenus moins rentables pour ce dernier (Asbestos Corporation), b) à partir de quelques entreprises qualifiées de "leaders" ²⁹ (Bombardier, Sidbec-Dosco), c) ainsi que dans certains secteurs incomplètement investis par le grand capital (agro-alimentaire, domaine culturel...). Cette opération s'appuie sur la concentration du capital bancaire québécois (Mouvement coopératif - banques québécoises) de concert avec le Régime des Rentes et la Caisse de Dépôt...

Si dans un tel contexte la complémentarité relative entre les intérêts dominant l'espace impérialiste et l'espace subalterne québécois ne semble poser que peu de problèmes, l'accession du capital québécois au titre de partenaire éventuel du capital monopoliste canadien crée plus de difficultés. Les États québécois et canadien viennent d'intervenir dans des sens qui indiquent la dureté de l'affrontement : Québec qui favorise l'acquisition du Crédit Foncier par la Banque d'Épargne aux dépens d'une intégration canadienne ³⁰ ; Ottawa qui cherche à empêcher l'intégration provinciale (québécoise) de Nordair et de Québécair par la Fédération des Caisses d'entraide économique, au profit d'une fusion éventuelle de ces deux compagnies dans un transporteur aérien de l'Est du Canada ³¹. Pourtant, un développement important du

²⁸ Voir "Alfred Rouleau élu président de l'Institut de productivité", in *Le Devoir*, 13 janvier 1979, p. 11.

²⁹ voir entre autres *Une politique économique québécoise*, sous la direction de Jean-Paul Vézina, MIC, Québec, 1974.

³⁰ Voir Claude Picher, "Québec autorise la Banque d'Épargne à prendre le contrôle du Crédit Foncier", in *Le Devoir*, 13 janvier 1979, p. 11.

³¹ Voir Michel Nadeau, "Une firme du Lac Saint-Jean acquiert 40% de Québécair", in *Le Devoir*, 12 janvier 1979, p. 1.

capital québécois ne saurait éventuellement se faire (au moins dans des délais acceptables pour les intéressés) sans une union économique avec le Canada donnant libre accès au marché des autres provinces. À l'inverse, poussée dans ses derniers retranchements, la bourgeoisie canadienne préférera sans doute un compromis au pourrissement de la situation,

12.

Mille fois sur le métier...

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi "s'achèverait" le double procès de transition dans lequel s'est inscrite la société québécoise depuis le début des années cinquante : celui de la création de l'État keynésien dans le passage au stade monopoliste et celui de la crise économique mondiale. Ainsi auront été redéfinis la place de l'État québécois dans l'État canadien ainsi que le rôle de la petite-bourgeoisie dans la reproduction des rapports sociaux. Ainsi auront été (provisoirement) réorganisés les rapports de force entre les fractions du capital en Amérique du Nord à la faveur du renforcement relatif de la base d'accumulation et de la bourgeoisie québécoises. Ainsi sera effectué le passage d'une société pré-monopoliste faisant large part à des rapports de production précapitaliste centrés sur le marché local aux pleines déterminations du développement monopoliste. Ainsi ne sera pas résolue la question nationale. Ainsi *ne sera* pas faite l'indépendance.

Fin de l'article.